



*Dirāsāt Hispānicas* n.º 2 - 2015: 65-83  
e-ISSN: 2286-5977

## Contenir pour mieux s'élever. Libéraux et groupes subalternes à Cuba à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Ascending through containment. Liberals and subordinate groups in Cuba in the late 19<sup>th</sup> Century

Delphine SAPPEZ

*Universitat Jaume I, España*

**Résumé:** La lutte pour la liberté d'expression, notamment à travers de la presse, constitua l'un des principaux chevaux de bataille du *Partido Liberal Autonomista* fondé à La Havane en 1878. Cependant, à partir de l'abolition définitive de l'esclavage en 1886, les autonomistes s'efforcèrent de créer ou de développer des mécanismes destinés à exercer un certain contrôle sur les classes subalternes de la société (tels que les noirs, les ouvriers, les femmes ou les jeunes). La méthode employée consistait à leur ouvrir la porte des institutions qu'ils contrôlaient dans le but de leur y inculquer l'idéologie autonomiste, évitant par-là qu'ils élaborent un discours indépendant. Or, en sous-estimant la capacité des groupes subalternes à créer leurs propres expressions politiques, les autonomistes assumèrent le rôle d'un élément de coercition supplémentaire sur ces secteurs, les empêchant de confluer avec eux vers la construction d'une société post-esclavagiste et éventuellement post-coloniale à Cuba.

**Mots-clés:** Cuba; XIX<sup>e</sup> siècle; autonomisme; classes subalternes; contrôle social; franc-maçonnerie.

**Abstract:** The struggle against censorship was one of the priorities of the *Partido Liberal Autonomista*, founded in Havana in 1878. However, from the definitive abolition of slavery in 1886, the autonomists sought to create mechanisms set aside to better control the "subordinate" classes of society (such as black people, workers, women, youth, etc.). The method they employed consisted of opening up the institutions that they controlled with the objective of indoctrinating autonomist ideology and preventing the dissemination of independent ideas. By underestimating the capacity of subordinate groups to create their own political expressions, autonomists added extra coercion on them, forbidding a possible cooperation on the construction of a post-slavery, and eventually post-colonial society in Cuba.

**Keywords:** Cuba; 19<sup>th</sup> Century; Autonomism; Subordinate Classes; Social Control; Freemasonry.



Este trabajo se encuentra bajo una Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial 4.0 Internacional.

**Resumen:** La lucha por la libertad de expresión, especialmente a través de la prensa, constituyó una de las prioridades del Partido Liberal Autonomista, fundado en La Habana en 1878. Sin embargo, a partir de la abolición definitiva de la esclavitud en 1886, los autonomistas se esforzaron por crear o desarrollar ciertos mecanismos destinados a ejercer un determinado control sobre las clases subalternas de la sociedad (negros, obreros, mujeres, jóvenes...). El método empleado consistía básicamente en darles entrada en las instituciones que controlaban con el objetivo de inculcarles la ideología auto-

nomista, evitando así que desarrollaran un discurso independiente. Ahora bien, al subestimar la capacidad de los grupos subalternos para crear sus propias expresiones políticas, los autonomistas se convirtieron en un elemento más de coacción sobre aquellos, impidiendo que confluyeran con ellos en la construcción de una sociedad posesclavista y eventualmente poscolonial en Cuba.

**Palabras clave:** Cuba; siglo XIX; autonomismo; clases subalternas; control social; masonería.

L'année 1878 marque l'émergence de la société civile à Cuba. Une société civile qui, jusqu'alors, n'était pas inexistante, mais atrophiée par les mécanismes de contrôle colonial (Piqueras, 2005 : 125-156). À partir de la signature du pacte du Zanjón, qui mit fin à la *Guerra de los Diez Años* le 10 février 1878, les autorités espagnoles à Cuba adoptèrent une série de mesures destinées à établir un cadre légal pour l'exercice de droits et de libertés caractéristiques des sociétés gouvernées par les principes de l'État libéral<sup>1</sup>. Les protagonistes du développement de cette société civile appartenaient à un groupe social en plein essor, la classe moyenne, représentée par un large éventail de professionnels, particulièrement des avocats, de couleur blanche bien entendu. Le principal organisme par lequel allaient s'exprimer les intérêts de ce groupe en expansion était le *Partido Liberal Autonomista*, fondé en août 1878 (García Mora, 1999).

Face aux grands intérêts sucriers qui étaient parvenus jusqu'alors à faire collusion avec les gouvernements en place, empêchant la transposition à Cuba des progrès de l'État de droit en Espagne, les autonomistes prétendaient mettre en place un système qui garantît l'exercice des libertés considérées comme « fondamentales », parmi lesquelles on comptait la liberté d'expression. Pour cela, il était non seulement nécessaire de supprimer les spécificités coloniales ordinairement ajoutées aux lois de la péninsule avant de les appliquer à Cuba, mais aussi d'améliorer ces mêmes lois métropolitaines souvent trop limitées. Nous nous intéresserons ici exclusivement aux lois d'imprimerie et à la lutte des autonomistes en faveur de la liberté de presse face à une censure plus subtile que celle qui avait sévi jusqu'alors, mais malgré tout efficace.

Par ailleurs, il convient de souligner le fait que le mouvement autonomiste venait s'opposer à la toute puissance des propriétaires sucriers, qui s'étaient également dotés d'un organe politique, l'*Unión Constitucional*, mais qu'il devait aussi faire face, de l'autre côté de l'échelle sociale, à l'émergence de ce que l'on nom-

<sup>1</sup> On peut signaler, entre autres, la loi provinciale promulguée le 21 juin 1878, qui étendait à Cuba les lois municipale et provinciale en vigueur en métropole, et la circulaire du 16 août qui reconnaissait la libre existence des partis politiques, la liberté de réunion et une certaine libéralisation de la presse.

mait alors le « quatrième état », c'est-à-dire la classe ouvrière. Une classe qui impliquait des intérêts différents, mais aussi et surtout un groupe ethnique différent, puisqu'elle était largement intégrée par des Noirs au gré des progrès des mesures pour l'abolition de l'esclavage, définitivement obtenue en 1886. Considérant ces groupes sociaux comme non éduqués et, par là-même, non préparés pour la vie politique, les autonomistes s'efforcèrent donc d'empêcher l'apparition d'un discours indépendant au sein de ces groupes, et tentèrent de les intégrer à leurs propres structures pour les « guider », ou plutôt leur inculquer leurs propres valeurs.

Des institutions telles que le *Círculo Autonomista de Obreros* apparaissaient donc comme de véritables outils de contrôle social sur les groupes subalternes de la société cubaine pour éviter qu'ils fissent concurrence aux autonomistes sur la scène politique. En effet, puisqu'ils prétendaient incarner la volonté de liberté du peuple cubain, et qu'ils faisaient reposer la légitimité de leurs revendications sur l'idée que l'autonomie tuerait l'indépendantisme, les autonomistes ne pouvaient laisser d'autres voix s'élever pour revendiquer plus de libertés. Cependant, en refusant de défendre et de reprendre à leur compte certaines revendications propres aux groupes subalternes, comme la lutte pour l'égalité entre Noirs et Blancs, ils perdirent une partie du soutien qu'ils auraient pu obtenir s'ils n'avaient pas prétendu contrôler et surtout étouffer les aspirations de ces groupes. À partir du début des années 1890, ceux-ci devinrent la principale force susceptible de rejoindre le mouvement indépendantiste qui leur offrait la « nation pour tous » et contribuèrent à l'échec final de l'autonomisme.

### **L'autonomie, un mot interdit**

Pendant ses premières années d'existence, le *Partido Liberal Autonomista*, fondé en réalité sous le nom de *Partido Liberal de la Isla de Cuba*, consacra l'essentiel de son activité à définir sa doctrine et à lutter pour la reconnaissance de sa légitimité. L'autonomie, qui constituait clairement l'objectif de nombre de ceux qui participèrent à la création de cette organisation politique, était un mot qui faisait peur, car pour beaucoup il équivalait, à plus ou moins long terme, à l'indépendance de Cuba. Pour que le parti pût se déclarer ouvertement autonomiste, il fallait d'abord vaincre les résistances internes émanant des libéraux de tendance « assimilationniste ». Ceux-ci voulaient faire de Cuba une province espagnole sans tenir compte dans son administration du fait que, pour beaucoup de Cubains, les différences naturelles existantes entre la colonie et sa métropole avaient nécessairement engendré des différences d'intérêts que seule la reconnaissance d'une « sphère de nation propre, bien que subordonnée » pourrait satisfaire ([Govín], 1878a). En effet, le programme du *Partido Liberal de la Isla de Cuba* d'août 1878, qui ne parlait alors que de décentralisation, ne fit pas l'unanimité auprès de ceux qui se déclaraient libéraux : les « assimilationnistes » tentèrent de fonder le *Partido Liberal Nacional* et il fallut attendre février 1879 pour réunir les deux partis en un seul, au moyen de l'absorption des « libéraux nationaux » par les « libéraux cubains ». Ceux qui refusèrent de se laisser assimiler par les membres du *Partido Liberal de la Isla de Cuba*, dont ils connaissaient la tendance autonomiste, allèrent grossir les rangs de l'*Unión Constitucional* (Sappez, 2013 : 155-180).

Ce parti, comme nous l'avons mentionné, représentait les propriétaires et commerçants ayant intérêt au maintien du *statu quo* colonial. Ils refusaient toute mesure libéralisatrice, d'abord car ils voulaient maintenir l'esclavage le plus longtemps possible, ensuite parce qu'ils rejetaient, en tout cas en 1878, l'application du principe de libre-échange dans les relations commerciales avec la métropole (Roldán, 2001 : 143-149). Ces intérêts économiques réels se cachaient derrière un discours nationaliste à outrance selon lequel la moindre liberté donnée aux Cubains les conduirait tout droit à l'indépendance. En affirmant soutenir tous les gouvernements espagnols, peu importe leur tendance, ils prétendaient surtout les influencer, ce à quoi ils s'attelèrent employant leurs larges moyens financiers (Piqueras, 2003). Le *Partido Liberal de la Isla de Cuba* se trouvait donc dans une situation de désavantage par rapport à son principal adversaire politique, qui s'entendait à la fois avec le *Ministerio de Ultramar* et les autorités espagnoles à Cuba pour affirmer que l'autonomie était une idée dangereuse que ne pouvaient défendre que des « séparatistes » utilisant l'autonomie pour masquer leur vrai visage.

Par conséquent, on observe, dès les prémices de l'organisation des partis politiques, une certaine autocensure chez les libéraux cubains. Le 26 juillet 1878 Antonio Govín, l'un des principaux rédacteurs du journal *El Triunfo*, qui bientôt deviendrait l'organe officiel du parti, utilisait à plusieurs reprises le champ lexical de la nation pour parler de Cuba, clamant pour la « liberté et décentralisation » de l'île ; il se voyait obligé, le 30 juillet, de revenir sur ses déclarations, sans doute pressé par ses congénères, suite aux accusations de trahison reçues de la part des journaux conservateurs *La Voz de Cuba* et le *Diario de la Marina* ([Govín], 1878a et 1878b). Par la suite, le vocabulaire en lien avec la nation serait systématiquement réservé à la métropole, tandis qu'Antonio Govín, principal défenseur de la solution autonomiste au sein du Parti Libéral, mettrait un an à pouvoir intégrer celle-ci au programme du parti. En effet, les négociations pour la fusion du *Partido Liberal Nacional* avec le *Partido Liberal de la Isla de Cuba*, entamées à peine une semaine après l'apparition des deux organisations, se firent sur la base de « l'unité nationale et l'exclusion du critère autonomiste »<sup>2</sup>. Cependant, la formule que les fondateurs du *Partido Liberal de la Isla de Cuba* avaient adoptée pour leur programme, preuve manifeste de l'autocensure exercée par ses membres, ne fut pas modifiée. Les libéraux nationaux acceptèrent donc comme credo « la plus grande décentralisation possible à l'intérieur de l'unité nationale », expression qui, comme l'expliquerait Antonio Govín un an plus tard, n'était qu'une périphrase synonyme de l'autonomie (Govín, 1879 : 11). Le mot avait été temporairement exclu, mais non l'idée.

Cette retenue des autonomistes à exprimer clairement leurs aspirations a été attribuée à l'atmosphère de 1878, imprégnée des relents de la guerre d'indépendance et des espoirs déposés en la personne d'Arsenio Martínez Campos. Un an plus tard, Martínez Campos ayant été déchu et les réminiscences de la guerre ayant disparu, ils se seraient sentis libres de radicaliser leurs positions, ajoutant l'autonomie et l'abolition de l'esclavage à leur programme (Bizcarrondo et Elorza, 2001 : 62, 65). En réalité, l'évolution interne du Parti Libéral, avec

<sup>2</sup> « Fusión política ». *El Triunfo*, 25/08/1878.

l'absorption des assimilistes et la disparition du premier directeur de *El Triunfo*, le péninsulaire Manuel Pérez de Molina, ainsi que du premier secrétaire du parti, Julián Gassie, entre autres événements, joua sans doute un rôle beaucoup plus déterminant dans cette évolution, qui fait surtout écho à l'ascension de certains hommes au sein du parti, tels que José Antonio Cortina, Enrique José Varona ou Antonio Govín.

La circulaire du 2 août 1879, qui expliquait le nouveau programme, déclencha une vague de propagande autonomiste, rythmée par les déplacements de ses principaux défenseurs à travers l'île. Ainsi, Antonio Govín prononça le mot « autonomie » 37 fois pendant son discours du 24 septembre 1879 à Santa Clara (Tarafa, 1955 : 41-74). Le mois suivant, l'utilisation du terme était interdite par le Gouvernement, sous prétexte de la nouvelle insurrection indépendantiste dans la partie orientale de l'île. À la suite de cette mesure, Antonio Govín, nouveau secrétaire du parti, donna les instructions suivantes au directeur du journal officiel du parti à Remedios, *El Criterio Popular* :

Il convient que je vous signale que l'interdiction en question s'applique plus au mot qu'à la chose. Ainsi, il est possible de continuer à défendre de la même manière que jusqu'à présent la mise en place des réformes et des institutions que le Parti Libéral considère comme particulières et caractéristiques du régime autonome. Au lieu du terme autonomie on peut employer par exemple, ceux de gouvernement propre, décentralisation, lois spéciales, etc.<sup>3</sup>.

La campagne pour l'autonomie progressait donc, malgré les détours linguistiques souvent nécessaires. Cependant, il suffisait que les membres du *Partido Liberal de la Isla de Cuba* tentent de développer un tant soit peu l'idée de l'autonomie, expliquant les formes concrètes qu'elle pourrait adopter, pour que pleuvent sur eux les attaques de leurs adversaires et leurs accusations de « séparatisme », avec la claire intention d'étouffer la propagande libérale. En effet, les idées « séparatistes » étaient punies par la loi, puisqu'elles portaient atteinte à « l'intégrité de la nation ». Malgré la suppression de la censure avec la nouvelle loi de 1881, les autonomistes devaient convaincre le *Tribunal de Imprenta* que l'autonomie était parfaitement compatible avec l'unité de la nation espagnole. Les principaux dirigeants du Parti Libéral y employèrent leur savoir-faire d'avocats, Govín le premier puisqu'il était le principal idéologue du parti.

Les séances publiques du *Tribunal de Imprenta* constituèrent ainsi l'un des centres névralgiques de la lutte pour la liberté d'expression, ce dont témoignent les efforts des autorités pour minimiser l'impact de ces sessions sur l'opinion publique en interdisant, par exemple, l'accès du public au tribunal à l'occasion de certaines affaires dont elles craignaient particulièrement le retentissement. Ce fut aussi le lieu où les libéraux purent défendre d'autres libertés telles que celles de réunion ou d'association, qui n'étaient encore pas garanties par des lois spécifiques. Dans ce sens-là, Antonio Govín, qui était aussi grand maître de la franc-maçonnerie cubaine, obtint en 1881 la reconnaissance de la légalité de l'existence des loges franc-maçonniques et de leur propagande ([Almeida], 1881a, 1881b).

<sup>3</sup> Archivo Nacional de Cuba, La Havane. Donativos, lettre d'Antonio Govín au directeur de *El Criterio Popular*, La Havane, 24/10/1879, carton n° 356, dossier n° 12. Traduction de l'auteur, comme toutes les citations incluses dans cet article.

Peu avant cette victoire, Antonio Govín avait également triomphé face au même tribunal en défendant les thèses exposées dans l'article « Nuestra doctrina » où, pour la première fois, il avait lui-même énoncé les formes institutionnelles que revêtirait l'autonomie. Il fallut cependant l'intervention du gouverneur général et la confirmation du *Tribunal Supremo*, devant lequel le procureur avait mené l'affaire, pour que celui-ci modère ses attaques contre les idées autonomistes. Les persécutions continuèrent pourtant à l'*Audiencia* de Puerto Príncipe où le journal officiel du comité libéral fut condamné à 55 jours de suspension et son directeur, José Pío Govín –frère d'Antonio– fut également mené devant les tribunaux. Puis, en février 1882, le militant autonomiste Pablo Yustiz fut condamné à deux ans, quatre mois et un jour d'exil pour avoir crié « Vive l'autonomie ! » au cours d'une conférence publique de l'un des députés libéraux. Ce n'est qu'avec l'annulation de cette sentence par le *Tribunal Supremo* en décembre 1884 que les opinions favorables à l'autonomie purent s'exprimer enfin librement. Les persécutions contre la presse libérale n'en diminuèrent pas pour autant, et la lutte pour le maintien de leurs publications face au *Tribunal de Imprenta* représenta une part importante de l'activité des principaux membres du parti, jusqu'à la nouvelle loi qui en 1886 supprima ledit tribunal (Sappez, 2013 : 212-225).

On peut donc considérer qu'une nouvelle étape s'ouvre en 1886 pour le *Partido Liberal de la Isla de Cuba* : la liberté d'expression étant acquise –tout au moins en ce qui concernait le programme autonomiste–, il fallait cette fois obtenir la réalisation de ce programme. L'arrivée des libéraux de Sagasta au pouvoir la même année, si elle s'accompagna de mesures positives comme la nouvelle loi d'imprimerie, démontra surtout que les partis susceptibles d'arriver au gouvernement n'étaient pas favorables à la concession d'un système de gouvernement autonome pour les Cubains. Le Parti Autonomiste se trouva donc rapidement dans une impasse pour mener campagne à Madrid ; c'était à Cuba même qu'il convenait de convaincre l'opinion publique de la nécessité de l'autonomie, pour créer un mouvement de masse capable d'exercer une pression suffisante pour faire céder l'administration espagnole.

Pour cela, il fallait attirer de nouveaux militants. Les intérêts économiques des secteurs représentés par l'*Unión Constitucional*, notamment sur la question du libre échange, se rapprochaient de plus en plus de ceux défendus par le Parti Libéral. Malgré quelques tentatives de coopération, ce n'est qu'à partir des années 1890, avec l'apparition du *Movimiento Económico*, que l'on peut parler d'un réel engagement d'un groupe assez conséquent de membres de chaque parti sur la voie de l'action commune (Estrade, 1977, 1978 ; Roldán, 2001 : 421-479). Bien entendu, cette collaboration demanderait aux autonomistes un nouvel effort d'autocensure, reléguant la revendication de l'autonomie à un second plan pour insister sur les points économiques, c'est-à-dire leur terrain d'entente. Au milieu des années 1880, l'heure n'était pas à la modération : la légalité de la propagande autonomiste ayant été acceptée face aux assimilistes, il convenait de la nourrir et de démontrer sa validité face à la solution de l'indépendance. Ce fut donc vers les groupes subalternes de la société, les plus susceptibles de soutenir cette option, que les dirigeants du parti se tournèrent pour tenter de les intégrer à leur mouvement. Cependant, il ne s'agissait pas de leur faire une place avec leurs

propres revendications. Au contraire : forts du succès de leur doctrine face aux « censeurs » de tous bords, les autonomistes cherchaient à la faire adopter, sans modification aucune, par le plus grand nombre de Cubains, éteignant du même coup toute aspiration différente.

### Un parti pour tous les Cubains ?

L'effort de réorganisation du Parti Libéral Autonomiste à partir de 1886 s'observe sur plusieurs plans. En premier lieu, il s'attaque à la structure interne du parti, notamment à la relation avec ses organes locaux. D'autre part, l'équipe dirigeante accueille de nouvelles figures emblématiques destinées à modifier l'image du mouvement autonomiste. En second lieu, le parti se dote de nouvelles structures annexes réservées à des secteurs ciblés de la population. Le rôle de ces structures consiste à la fois à démontrer l'identification de ces secteurs avec le mouvement autonomiste et à les endoctriner par le biais d'un discours censé leur être adapté.

Les autonomistes étaient conscients que l'idéal indépendantiste n'avait pas disparu, comme en témoignaient les différentes expéditions menées depuis l'exil au cours des années 1880. Même s'ils s'obstinaient à répéter qu'il n'y avait pas d'indépendantistes à l'intérieur de l'île, ils n'étaient pas sans savoir qu'une partie importante de la population cubaine aspirait à une plus grande liberté et que si l'autonomie ne venait pas étancher cette soif, le camp de l'indépendance s'en verrait renforcé. Il était temps pour le Parti Autonomiste de se consolider d'un bout à l'autre de l'île, et particulièrement à l'Est, terreau fertile pour les insurrections. Alors que la discipline des comités locaux avait toujours été une question primordiale pour les dirigeants du parti, qui n'avaient jamais hésité à les dissoudre lorsqu'ils prenaient trop de libertés, à la fin de l'année 1886 ils se mirent à privilégier le soutien aux organes locaux, cherchant à donner une apparence de stabilité, de cohésion et de démocratie interne (García Mora, 2004 : 181-185).

Il en fut ainsi à Cienfuegos, où le comité local se permit d'annuler une réunion publique à laquelle devaient participer les députés Miguel Figueroa et Rafael Fernández de Castro, sous prétexte de tensions avec les conservateurs. Le comité ne fut pas puni pour cet excès dans l'exercice de ses fonctions, et le meeting fut de nouveau convoqué. L'hostilité des conservateurs de Cienfuegos, soutenus par les autorités locales, empêcha la réunion : *El País*, le nouveau journal officiel du parti à La Havane, dénonça vertement les événements, montrant son unité avec les libéraux de Cienfuegos, ce qui valut quatre accusations envers son directeur pour injure et calomnie aux autorités. Cienfuegos était l'une des localités où la conquête de l'opinion libérale face aux assimilistes avait été la plus difficile ; selon Antonio Govín, si le parti lui infligeait une sanction comme la dissolution, le comité local ne s'en relèverait pas (Sappez, 2013 : 342-344).

L'événement le plus marquant fut la reconstitution, en novembre 1886, d'un comité à Santiago de Cuba, où le parti n'avait pas réussi à se réimplanter depuis 1879, ayant perdu l'appui des libéraux orientaux, assimilistes pour la plupart, suite à la profession de foi autonomiste d'août de cette année là. Ici encore, il s'agissait d'une victoire sur l'*Unión Constitucional*, mais surtout, les autonomistes

voulurent souligner le terrain gagné sur la tendance indépendantiste et révolutionnaire que l'on attribuait systématiquement aux orientaux. En janvier 1887, une commission du comité central du parti se déplaçait pour célébrer l'événement et s'assurer de la consolidation du nouvel élément. Antonio Govín était du voyage, et commença son discours par ces mots révélateurs : « Bien que né sur le sol cubain, je dois vous avouer franchement qu'ici, parmi vous, je me sens encore plus Cubain, si cela est possible, qu'avant » (Tarafa, 1955 : 243). D'un côté, il adulait les orientaux, leur concédant le titre de Cubains par excellence. De l'autre, Govín proclamait la consécration de l'unité du parti par cette nouvelle implantation. Il ne s'agissait pas d'une simple ville de plus, mais du ralliement de l'île toute entière à la cause autonomiste :

Par chance le sentiment de la patrie cubaine palpite puissamment depuis le cap de San Antonio jusqu'à la pointe de Maisí, s'inspirant des mêmes idées, abritant d'égales aspirations, utilisant des procédés identiques et obéissant à une parfaite unité de direction, par le biais de la concentration spontanée des forces vives de notre société (...), ce qui résulte en une discipline féconde et vigoureuse, née par conséquent de la conviction et en aucune manière produite par l'imposition. La famille, messieurs, est maintenant complète ; l'union est à présent réalisée en son sein, grâce à votre haut patriotisme (Tarafa, 1955 : 244).

La politique du Parti Autonomiste était ici parfaitement résumée : la discipline, condition essentielle, ne s'obtenait pas par la force mais par la conviction. Elle n'en restait pas moins une discipline inflexible. Les choix des dirigeants ne pouvaient être mis en cause, et les militants ne participaient pas à ces choix : leur rôle se limitait à accepter ou à refuser la doctrine du parti, en bloc, sans aucune nuance possible. Dans son discours prononcé à Santiago, Govín avait de solides arguments pour soutenir sa position, puisque le parti se renforçait effectivement dans l'ensemble de l'île. Cependant, il refuserait catégoriquement de s'adapter lorsque l'autorité du comité central serait contestée.

L'expansion géographique du Parti Autonomiste s'était accompagnée de l'incorporation d'une nouvelle recrue : Antonio Zambrana, auteur de la Constitution de Guáimaro (1869) dont s'étaient dotés les révolutionnaires indépendantistes. Zambrana déclara publiquement son soutien à la cause autonomiste lorsqu'il revint s'installer à Cuba en 1886. Pour le parti, la possibilité de pouvoir mettre en avant une telle figure, emblème de l'indépendantisme, démontrant ainsi la disparition de celui-ci au profit de la solution autonomiste, était une occasion à ne pas manquer. Zambrana fut donc invité à accepter un siège de député au parlement espagnol et à intégrer le comité central du parti, malgré de fortes réticences au sein de celle-ci, notamment de la part de son secrétaire, Antonio Govín.

La « symbiose » –pour le moins en apparence– entre le Parti Autonomiste et le vétéran de la Guerre d'Indépendance dura peu, étant donné qu'Antonio Zambrana ne renonçait pas, malgré son adhésion à la doctrine autonomiste, à proclamer, par exemple, sa disposition à mourir pour sa patrie. D'autre part, une fois à Madrid, il fit preuve de trop de connivence avec Rafael María de Labra, le chef de file de l'autonomisme antillais en métropole. Labra était avant tout républicain, et Zambrana partageait les mêmes principes. À ce moment-là, les dirigeants du parti et Labra étaient en plein conflit au sujet de l'autonomie : fallait-il la dé-



fendre à tout prix ou préférer la laisser de côté pour s'allier plus facilement, par exemple, avec les républicains espagnols, voire avec les libéraux de Sagasta, limitant les revendications à des réformes partielles ? Pour Labra, obtenir le soutien d'un groupe parlementaire était indispensable ; pour les autonomistes Cubains, il n'était pas question de modifier leur programme (Sappez, 2010 : 215-217). Pour préserver l'image du parti, Zambrana ne fut pas évincé, mais il perdit le soutien matériel de ses compatriotes. La leçon était claire : si l'on épousait la doctrine autonomiste, il fallait oublier ses anciennes idées, ou en tout cas ne pas les laisser transparaître au sein du parti. « L'acquisition » de Zambrana n'était pas censée symboliser une alliance avec l'indépendantisme, mais bien une victoire sur cette tendance.

Ce renouveau –bien que très relatif– du parti s'accompagna de questionnements sur son fonctionnement interne et les méthodes employées pour arriver à ses fins. Au cœur des débats se trouvait la question de l'abstention, voire de la dissolution du parti. Déjà en 1885, plusieurs membres du comité directeur avaient évoqué cette possibilité comme moyen de protestation contre les fraudes électorales pratiquées par les commissions locales, toujours de majorité constitutionnelle, avec l'aval des autorités métropolitaines, aux mains des conservateurs de Cánovas. Dans un premier temps, la majorité des membres du comité central avaient refusé cette option, pour finalement accepter l'abstention partielle quelques mois plus tard. Ils auraient de nouveau recours à l'abstention en 1887, pour les élections municipales, et en 1888, pour les provinciales (Bizcarrondo et Elorza, 2001 : 210-220).

Le sujet de l'abstention provoquait systématiquement des discussions lourdes de tensions entre ceux qui considéraient que le Parti Autonomiste avait épuisé toutes les ressources légales à sa portée et qu'il devait passer à des méthodes plus radicales, abandonnant la structure trop étreinte du parti politique et des élections falsifiées, et ceux qui ne voulaient pas entendre parler de dépasser les bornes établies par la loi. L'abstention « partielle », limitée à certaines élections et n'allant jamais jusqu'à un franc retrait, était le fruit de ces tensions et n'avait, par conséquent, qu'un effet très limité sur l'opinion publique, cubaine ou espagnole. En 1888, une nouvelle situation de crise politique, due aux mesures prises par le gouverneur général Sabas Marín contre le banditisme, motiva la demande, de la part de plusieurs membres du comité central, que fût convoquée une assemblée extraordinaire destinée à réorganiser le parti avec l'objectif d'en modifier la doctrine et les stratégies, sous prétexte que celles-ci, décidées par les dirigeants, n'étaient pas suffisamment en adéquation avec les aspirations des militants autonomistes.

Révélant les limites de leur tolérance, les chefs du parti, et notamment le secrétaire, Govín, rejetèrent en bloc cette demande, insistant sur certaines irrégularités dans la forme qu'avait pris celle-ci. Les arguments avancés cachaient mal la colère des dirigeants dont l'autorité avait été remise en cause. Le conflit prit la tournure d'une épreuve de force entre Antonio Govín et Alberto Ortiz, l'un des principaux leaders du comité local de Matanzas. Ortiz fut écarté, et le comité de Matanzas fut sérieusement admonesté pour sa conduite indisciplinée lorsqu'il revint à la charge sollicitant de nouveau la réorganisation du parti quelques mois

plus tard. L'assemblée extraordinaire n'eut jamais lieu. En 1890, un article publié dans le journal officiel du parti confirmait la posture immobiliste des dirigeants :

Il est nécessaire que tous, absolument tous, se persuadent que le Parti Autonomiste sera, que cela leur plaise ou non, ce qu'il a été et ce qu'il est. Ceux qui ne sont pas d'accord avec ses principes ou n'acceptent pas la ligne de conduite qu'observe le comité central avec le soutien sans équivoque du sentiment public, doivent se rappeler que le lien qui les unit à notre parti est entièrement volontaire et que, par conséquent, il peut être rompu à tout moment. Nous ne forçons personne, mais il doit être aussi entendu que nous ne nous laissons imposer par personne. Nous défendons aujourd'hui ce que nous avons toujours défendu ; dans nos procédés resplendit la fidélité aux idées et aux engagements du Parti Autonomiste cubain, des idées et des engagements que tous les affiliés, sans exception aucune, ont le devoir de respecter ; à ceux qui ne sont pas prêts à le faire, la porte est grande ouverte, puisque de fait, ils ne sont déjà plus nos coreligionnaires. Nous gagnerions tous à ce que les choses soient claires<sup>4</sup>.

Le Parti Autonomiste était celui de tous les Cubains, excepté ceux qui voudraient remettre sa doctrine ou ses stratégies en cause. Les leaders s'efforçaient de démontrer que très peu de réfractaires étaient dans ce cas, mais que l'ensemble du pays, l'opinion publique, était avec eux. Il est vrai que le parti ne semblait pas se ressentir de ces secousses intérieures et des pertes humaines qu'elles entraînaient. Cependant, les opinions non entendues faisaient de leurs auteurs des adeptes potentiels pour d'autres solutions politiques lorsque celles-ci se présenteraient. Ne seraient-ils pas capables, alors, de gagner le « sentiment public » à leur cause ? Les autonomistes croyaient l'avoir bien en main : Antonio Govín s'en vantait à l'occasion du dixième anniversaire du parti, en 1888 :

Les malveillants qui nous traitent d'oligarques, de gens hautains, dédaignant le contact public, sans même un regard pour les masses du Parti, devraient se trouver ici, confus et honteux. Ils assisteraient à un spectacle jamais vu : celui d'oligarques, entourés du respect, de la considération et de la plus vive sympathie de tout un peuple, auquel ils rendent compte, au milieu d'enthousiastes acclamations et de marques d'assentiment spontanées, de tous leurs actes (Tarafa, 1955 : 300-301).

Si les membres du parti eux-mêmes n'avaient pas droit à la parole pour contester les décisions de leurs dirigeants, il n'était évidemment pas question que « les masses du parti » aient leur mot à dire non plus. Par contre, ils étaient les bienvenus pour le soutenir, et les institutions nouvelles dont les autonomistes se dotèrent à partir de la seconde moitié des années 1880 étaient tout particulièrement destinées à les attirer et s'assurer qu'ils adoptent la doctrine du parti telle qu'elle avait été définie par ses leaders, plutôt qu'ils utilisent une structure politique déjà existante pour y exprimer leurs propres revendications. Ces institutions avaient un rôle « éducatif » et « directif ». De la même manière que pour l'effort de réorganisation et de consolidation interne du parti, derrière une attitude apparemment expansive et inclusive se cachait la tentative d'enfermer les volontés à l'intérieur d'étroites limites et de censurer toute opinion différente.

<sup>4</sup> « Nuestro deber ». *El País*, 14/08/1890.

### « Éduquer et diriger ». Les instruments du contrôle social

L'idéologie autonomiste était le fruit d'une mentalité incontestablement bourgeoise, le parfait programme pour l'ascension au pouvoir de la classe moyenne professionnelle que l'on retrouve en surpopulation parmi les dirigeants du parti. S'ils aspiraient au pouvoir, ils pensaient aussi à le conserver et avaient conscience des problèmes que pouvaient poser les groupes subalternes, dont l'émergence en tant que secteur différencié du reste de la société, le « quatrième état », et la croissante capacité d'organisation risquaient de les transformer en dangereux adversaires.

À Cuba, ce qu'on appelait fréquemment alors la « question sociale » se doublait d'une circonstance particulière : l'accès des esclaves à la condition d'hommes libres. En 1886, le processus touchait à sa fin et il était temps pour les partis politiques de proposer un programme destiné à faciliter leur insertion dans la société. Pour les autonomistes, la question était déjà réglée : puisqu'ils devenaient égaux en droits aux autres Cubains, il leur incombait de se faire eux-mêmes leur place. En effet, le canon de la nouvelle société à laquelle aspiraient les libéraux, à Cuba comme ailleurs, était le *self-made man*, c'est-à-dire, un homme, travailleur, qui par ses propres efforts devient riche et cultivé. Un certain nombre des principaux dirigeants du Parti Autonomiste correspondaient à cette définition et s'ils s'illustraient pour la plupart pour leur philanthropie, comme en témoignent les connexions étroites entre le mouvement libéral-autonomiste et la franc-maçonnerie, ils n'en considéraient pas moins que le rôle des « masses » dans la société consistait à se laisser « guider » par le petit groupe de privilégiés auquel ils appartenaient.

Ces idées ne s'exprimaient que rarement au sein du Parti Autonomiste. De plus, nous n'avons pu identifier les conditions requises pour faire partie d'un comité autonomiste. Par contre, nous connaissons parfaitement les limites établies à l'entrée des loges franc-maçonniques : celles-ci étaient réservées à des hommes âgés d'au moins 25 ans. Les jeunes et les femmes en étaient donc exclus. Quant aux Noirs, bien qu'il n'y eût pas d'interdiction formelle, les exigences économiques –la nouvelle recrue ne pouvait en aucun cas être un poids pour l'institution– et culturelles ou « morales » –pour devenir franc-maçon il convenait d'avoir un minimum d'instruction et d'être, de préférence, un honorable père de famille– limitait le nombre de candidats possibles, d'autant plus qu'il était recommandé de prêter une attention toute particulière à la satisfaction de ces exigences lorsqu'il s'agissait d'initier des hommes non Blancs (Sappez, 2010b). Lors de l'un de ses discours annuels adressés aux membres de la *Gran Logia Unida de Colón e Isla de Cuba*, Antonio Govín résumait clairement sa position :

De quelle façon doit travailler la franc-maçonnerie pour arriver à ses fins quant à l'égalité intellectuelle et morale entre les différentes races ? En initiant ou bien en éduquant au sein de la vie civile les individus qui appartiennent à la race la moins avancée ? L'initiation exige déjà l'existence de certaines conditions de culture intellectuelle et morale et des pratiques sociales bien enracinées, puisque sans elles la vie en commun serait impossible. La deuxième option me

semble plus appropriée, même en tant que préparation pour intégrer la franc-maçonnerie<sup>5</sup>.

Étant donné que pour beaucoup d'autonomistes, la franc-maçonnerie était l'institution destinée à mener à bien l'œuvre de « régénération », notamment par son rôle éducatif, la place donnée aux différents acteurs sociaux auprès d'elle est particulièrement révélatrice. Les femmes, comme les jeunes ou les travailleurs les plus pauvres, étaient nécessaires au bon fonctionnement de la franc-maçonnerie et au succès de sa mission, mais ils jouaient un rôle secondaire, un rôle passif : ils devaient être les récepteurs des bienfaits émanant des francs-maçons –parfaits modèles de citoyenneté–, et en retour soutenir l'institution et faciliter son expansion. On retrouve ici, en quelque sorte, les distinctions entre citoyens actifs et citoyens passifs, les premiers ayant la responsabilité d'orienter et de préparer les seconds dans la perspective éventuelle qu'ils accèdent à la même condition dans un futur plus ou moins proche.

Cette mentalité influença considérablement, selon nous, les dirigeants autonomistes à l'heure de créer de nouvelles structures et de nouvelles actions pour tenter d'élargir le rayonnement de leur parti et de sensibiliser de nouveaux groupes sociaux à leur cause. Ce fut donc avec une attitude franchement paternaliste qu'ils fondèrent d'abord le *Círculo Autonomista*, en 1886, puis le *Círculo Autonomista de Obreros* en 1889. Ces institutions étaient censées assumer le rôle d'espaces de discussion et de débat permanents, ainsi que d'accueil pour de nouveaux militants, à la manière des loges pour la franc-maçonnerie. Apparemment, elles plaçaient la doctrine autonomiste à la portée de tous, et surtout de certains publics bien définis dont l'accès aux organes locaux du parti pouvait être refusé en raison de leur jeunesse ou de leur condition sociale. Cependant, elles se révélèrent très vite être de simples centres d'endoctrinement.

La création de ces cercles autonomistes est à relier à d'autres initiatives lancées depuis les associations culturelles qui collaboraient étroitement avec le Parti Autonomiste, telles que *La Caridad del Cerro*. En effet, à partir de 1885, on peut observer une campagne générale destinée à sensibiliser les jeunes au futur de leur pays et à transformer leurs coutumes pour faire d'eux de parfaits citoyens pour la société à laquelle aspiraient les autonomistes. À l'occasion du septième anniversaire du parti, en août 1885, Antonio Govín critiquait la « frivolité » des jeunes Cubains qui, selon lui, ne se préoccupaient que de se divertir, et particulièrement de danser, bien que Govín ne fît allusion à la danse qu'à demi-mot. La danse en soi n'était jamais condamnée, mais il était fréquent que les journaux reliés à l'autonomisme ou tout simplement à la classe moyenne blanche condamnent les bals en tant que facteurs de dégradation des mœurs du pays, parce qu'ils pouvaient provoquer des contacts physiques inappropriés entre jeunes gens de sexe opposé, voire de différente couleur de peau (Tarafa, 1955 : 212-213).

Les autonomistes accordaient une importance toute particulière à la rectification des mœurs cubaines, considérant cette tâche comme une étape nécessaire vers l'inclusion des Cubains parmi les peuples les plus civilisés de la planète. À partir de 1885, de nombreuses associations culturelles, *La Caridad del Cerro* en

<sup>5</sup> « Discurso inaugural pronunciado por el gran maestro en la sesión anual de 1882 ». *La Gran Logia*, 01/04/1882.

tête, mirent en place de nouvelles activités pour les jeunes, notamment le baseball, importé tout droit des États-Unis, dont les habitants étaient souvent pris comme modèles de moralité. Par opposition à la danse, le baseball était un « exercice hygiénique », comme stipulait le premier éditorial du journal havanais *El Fígaro*, « hebdomadaire de sports et de littérature » fondé en juillet 1885<sup>6</sup>. L'idée selon laquelle l'éducation physique était l'une des bases fondamentales de la préparation des hommes pour la vie en société ainsi qu'un facteur de progrès et de civilisation était une constante chez les autonomistes : on la trouve particulièrement dans l'œuvre d'Enrique José Varona (Varona, 1961 ; Montoro, 1902 : 30-31).

Un an après le sombre discours d'Antonio Govín sur le manque de patriotisme de la jeunesse cubaine, on inaugurait à Matanzas le premier « cercle de la jeunesse libérale ». En quelques semaines, les cadets du mouvement autonomiste semblaient surgir de toutes parts et organisèrent même un banquet au théâtre Tacón pour honorer leurs députés à leur retour de la métropole, le 14 septembre 1886. L'occasion pour Govín de porter un toast à « l'enthousiasme » et la « discipline » de la jeunesse libérale, qui faisait enfin son entrée sur la scène politique « dirigée et guidée par nous » (Tarafa, 1955 : 235).

Les organisateurs de ce banquet continuèrent sur leur lancée en se réunissant, trois jours plus tard, pour décider les bases du règlement du *Círculo Autonomista*, afin de l'organiser au plus vite. La création d'un espace consacré à la diffusion de la doctrine du parti avait été envisagée dès 1878, mais elle n'avait jamais constitué une priorité. Bien que l'initiative fût donnée à de nouvelles figures –qui n'étaient d'ailleurs pas si jeunes que l'on eût pu le croire–, la présidence du cercle était réservée au président du parti, José María Gálvez, et c'était Antonio Govín qui s'était chargé de rédiger les articles du règlement relatifs aux relations de la nouvelle association avec le comité central du parti. Ceux-ci stipulaient, entre autres clauses, que le conseil directeur du cercle devait être composé d'une majorité de membres du comité central du parti. La direction effective du *Círculo Autonomista* fut confiée à Antonio Zambrana (Sappez, 2013 : 362-364).

En aucun cas le *Círculo Autonomista* se projetait comme un espace de débat ouvert, où seraient les bienvenus ceux qui auraient des opinions contraires ou simplement des doutes. Il fallait être déjà convaincu pour en franchir la porte :

Oui, il n'y aura au *Círculo Autonomista* que des autonomistes (...) si le drapeau n'était pas identique, identique le plan, identiques les moyens d'exécution, nous courrions un grave danger : dans les moments d'action, où tout dépend de la capacité à se serrer les coudes et à maintenir des objectifs communs, pourraient surgir des désaccords et nos forces, qu'il convient de maintenir unies en un réseau serré, s'en trouveraient dispersées. En un mot : le *Círculo Autonomista* correspond à un effort de parti, exclusivement de parti<sup>7</sup>.

Le *Círculo Autonomista* n'était qu'un instrument de propagande, « un modèle avancé de patriotisme intelligent et d'une robuste discipline », comme expliquait si bien le journal officiel du parti. Le *Círculo Autonomista de Obreros*, fondé en

<sup>6</sup> « A nuestros lectores ». *El Fígaro*, 23/07/1885.

<sup>7</sup> « El Círculo Autonomista ». *El País*, 06/10/1886.

1889, correspondait à la même dynamique d'endoctrinement ; le projet fut d'ailleurs proposé au comité central du parti par trois membres qui avaient participé activement à la fondation du premier, Antonio Govín, Antonio Zambrana et José María Gálvez. Pourtant, on pouvait déjà apprécier l'échec du *Círculo Autonomista*, puisqu'au même moment, celui-ci se voyait obligé d'augmenter le montant des cotisations mensuelles en raison de difficultés financières. Ces problèmes étaient dus, sans nul doute, au manque d'adhérents<sup>8</sup>.

L'objectif de la nouvelle institution consistait à montrer aux ouvriers cubains tout ce qu'ils avaient en commun avec les militants autonomistes, car ils étaient unis dans le malheur, comme l'expliquait Antonio Govín le soir de l'inauguration du nouveau cercle, le 11 mars 1889. Les autonomistes espéraient ainsi convaincre les ouvriers qu'ils ne pouvaient ni ne devaient s'organiser en tant que classe en marge des partis politiques et, du même coup, donner au Parti Autonomiste un véritable visage populaire, étant conscients qu'il était nécessaire qu'il représente toutes les couches de la société pour atteindre son « idéal de justice et de régénération »<sup>9</sup>.

Cet intérêt spécifiquement porté aux ouvriers de la part du Parti Autonomiste se développait à un moment clé pour les relations entre celui-ci et les organisations ouvrières. En effet, le mouvement avait déjà perdu le soutien de certaines de ces dernières, mais d'autres montraient encore ouvertement leur enthousiasme pour la solution de l'autonomie. Le *Centro de Artesanos*, par exemple, avait coupé les ponts avec le Parti Autonomiste depuis 1884, tandis que, jusqu'alors, il avait fréquemment accueilli plusieurs des dirigeants du parti. Pour Joan Casanovas, cette prise de distance s'inscrit dans le processus de radicalisation de plusieurs associations ouvrières, comme le *Gremio de Obreros del Ramo de Tabaqueras* ou le *Círculo de Trabajadores*, qui prit pour sa part une nette orientation anarco-collectiviste (2000 : 188-191). Par contre, le *Recreo de Artesanos* de Jaruco avait encore invité Antonio Govín à donner une conférence début 1886, coïncidant avec la réorganisation d'un comité local à Jaruco<sup>10</sup>.

L'attitude qu'adopterait le parti envers les ouvriers pouvait faire basculer la tendance d'un côté ou de l'autre. Selon nous, le Parti Autonomiste avait encore, dans la seconde moitié des années 1880, de réelles possibilités d'obtenir la coopération des associations ouvrières –voire d'absorber le mouvement ouvrier dans son élan patriotique–, comme en témoigne l'inquiétude du gouverneur général Chinchilla en 1890, affirmant que « le Parti Autonomiste voit croître de jour en jour le nombre de ses adeptes ». Mais Chinchilla assurait aussi que la plupart des militants autonomistes ne connaissaient pas la doctrine du parti et confondaient « autonomie et séparatisme »<sup>11</sup>. Si les déclarations du gouverneur étaient fondées, l'effort des dirigeants pour endoctriner leurs suiveurs devient compréhensible. Cependant, cela était-il suffisant pour endiguer les aspirations à l'indépendance ?

<sup>8</sup> *El País*, 16/03/1889.

<sup>9</sup> « *Círculo Autonomista de Obreros* ». *El País*, 12/03/1889.

<sup>10</sup> « En Jaruco ». *El País*, 17 et 23/02/1886.

<sup>11</sup> Archivo Histórico Nacional, Madrid. Ultramar, revista decenal, 30/08/1890, carton 4888.

L'erreur des autonomistes fut de sous-estimer la force du mouvement ouvrier et sa capacité à élaborer un discours indépendant. De plus, le système existant ne permettait pas aux ouvriers d'avoir une réelle participation dans les partis politiques existants, ne serait-ce que parce qu'ils n'avaient pas le droit de vote. On peut donc se demander à quel point l'apparition du *Círculo Autonomista de Obreros* ne faisait-elle pas uniquement écho à la perspective de l'approbation, dans un futur relativement proche, du suffrage universel masculin au parlement espagnol. Les autonomistes seraient alors amenés à revendiquer ce droit pour les Cubains, puisqu'ils réclamaient l'égalité des droits et des libertés pour les citoyens de Cuba avec ceux de la péninsule. L'éventualité que les classes subalternes accèdent au droit de vote déclencha une sorte de « course aux militants » entre les autonomistes et le secteur « gauchiste » de l'*Unión Constitucional* pour obtenir le soutien des travailleurs (Casanovas, 2000 : 222-224).

Par contre, le Parti Autonomiste n'osa pas aller jusqu'à créer une association spécifiquement réservée aux Noirs, alors que les conservateurs n'avaient pas hésité, pour leur part, à ouvrir un *Casino Español de Color*. Bien que cette attitude reposât sur l'idée de ne pas établir de différences entre Blancs et Noirs, elle s'opposait à la tendance dominante de l'époque, favorable à la prolifération de ce qu'on appelait les « sociétés de couleur » (Helg, 2000 ; Scott, 2001 ; Barcia, 2005). Par conséquent, au lieu d'avoir un effet inclusif, cette « omission » se révélait plutôt exclusive.

L'abolition de l'esclavage avait constitué l'un des chevaux de bataille du Parti Autonomiste jusqu'en 1886. Mais quelles en étaient les motivations ? Il s'agissait avant tout de favoriser le développement économique et culturel de l'île, et le maintien de l'esclavage était un frein aussi bien à la modernisation des techniques agricoles qu'aux progrès du peuple cubain sur les traces des « nations civilisées ».

Il y a en cela un intérêt humain, un intérêt social de haute importance, un intérêt national sans aucun doute. (...) ce n'est donc pas une ridicule sensiblerie qui nous pousse à demander l'abolition du patronat ; c'est la claire conscience des nécessités morales et économiques du pays ; c'est la conviction profonde que toute organisation du travail artificielle et viciée dégrade sans remède possible les relations sociales, s'oppose à la prospérité générale et compromet sérieusement l'avenir (Tarafa, 1955 : 157-159).

Ce discours, prononcé par Antonio Govín en 1882, nous permet de comprendre qu'après l'abolition, les autonomistes se préoccupent plus de questions d'ordre économique ou agricole, ainsi que des politiques d'immigration, plutôt que du respect des droits acquis par les anciens esclaves, alors qu'ils doutaient de la capacité de ceux-ci à les exercer, pour le moins dans un premier temps. Malgré tout, ils ne pouvaient ignorer longtemps l'émergence de la population « de couleur » en tant que groupe social bien défini et de plus en plus avide de participation.

Fin 1888, *La Fraternidad*, journal dirigé par Juan Gualberto Gómez, leader incontesté du mouvement de défense des droits des Noirs, interpellait l'organe officiel du Parti Autonomiste pour qu'il exprime clairement comment il concevait la participation de « la classe de couleur » à la vie politique, l'accusant de prati-

quer « une politique ambiguë, voire méfiante » envers celle-ci. *La Fraternidad* signalait que l'absence d'un discours spécifiquement dirigé aux Noirs risquait de les amener à se laisser attirer par les attentions de *l'Unión Constitucional*. *El País* justifiait cette carence par le fait que la loi ne fit pas de distinction entre Blancs et Noirs, et s'en remettait au bon sens des Afro-Cubains pour que ceux-ci choisissent d'eux-mêmes entre ceux qui s'étaient battus pour qu'ils deviennent égaux en droits aux Blancs et ceux qui ne faisaient que les flatter pour les utiliser dans leur propre intérêt.

Pour les autonomistes, et même pour d'autres libéraux qui s'étaient engagés plus sérieusement pour l'abolition, tels Nicolás Azcárate, la population noire devait, par ses propres efforts et avec l'aide –ou plutôt la direction– des Blancs cultivés, devenir digne de ses droits. Le seul moyen valide pour y parvenir était l'adoption des coutumes des Blancs et l'abandon de toute tradition d'origine africaine. C'est pourquoi la presse autonomiste et libérale en général condamnait systématiquement la conservation de pratiques comme les défilés du jour des rois, le *ñañiguismo*, bien sûr, ou la danse. Par contraste, ces journaux louaient les actes qui démontraient un niveau élevé de civilisation chez les Noirs –les plus significatifs d'entre eux étant, bien évidemment, les démonstrations d'adhésion à l'idéologie autonomiste–. Cependant, le rejet des éléments caractéristiques de l'identité de nombreux Noirs à Cuba, souvent attisé par d'importants préjugés raciaux, facilita l'apparition d'une conscience « de race » et l'union des Noirs pour obtenir le respect de leurs droits (Scott, 2001 : 330-342).

Naturellement, lorsque le *Directorio Central de las Sociedades de Color*, présidé par Juan Gualberto Gómez, sollicita en 1893 le soutien du Parti Autonomiste, le comité central refusa, sous prétexte qu'un parti politique ne devait pas intervenir dans l'évolution des coutumes. Les dirigeants refusaient d'adopter une attitude plus combative en tentant de faire pression sur l'opinion publique pour que l'égalité des droits devienne effective. Ils préféraient laisser au temps la tâche de faire évoluer les mœurs<sup>12</sup>. Martín Morúa Delgado, un Mulâtre qui soutenait cette position, devint l'un des orateurs les plus actifs du Parti Autonomiste dans les années qui précédèrent la Guerre d'Indépendance débutée en 1895 ; il ne fut jamais intégré au comité central du parti. Juan Gualberto Gómez participerait, quant à lui, à la préparation du soulèvement de février 1895.

## Conclusions

En quelques années, la préoccupation principale du Parti Autonomiste était passée de la lutte contre la censure coloniale au combat pour imposer sa doctrine. De mot interdit, l'Autonomie était devenu le mot unique que devait répéter tout Cubain qui se prétendît libéral, progressiste ou patriote. Les efforts somme toute assez timides pour attirer de nouveaux militants au sein du Parti Autonomiste lui donnèrent peut-être l'apparence d'un « parti de masses », mais ne suffirent pas à faire de lui le porte-parole des intérêts des couches les plus pauvres de la société, auxquelles appartenaient la plupart des Noirs. La rigidité de ses diri-

<sup>12</sup> Biblioteca Nacional José Martí, La Havane. C.M. Montoro, *Actas de la Junta Central del Partido Liberal*, 23/01/1893. T. 39.



geants à l'heure de remettre en question leurs idées et leurs principes l'empêcha de se présenter sous un nouveau jour face à l'opinion publique. Pour les idéologues autonomistes, les travailleurs représentaient, tout comme les jeunes, les femmes ou les Noirs, des groupes de la population qu'il fallait attirer et convaincre, en changeant uniquement de ton et de registre, mais jamais de discours. À aucun moment ils ne tinrent compte de la capacité de ces acteurs sociaux à s'organiser et à élaborer des propositions qui leur fussent propres.

Par ailleurs, le fait que les libéraux espagnols ne se montrent pas décidés à appliquer le suffrage universel masculin à Cuba, ainsi que l'incapacité ou le manque de volonté des gouvernements suivants pour résoudre la question électorale, furent d'autres facteurs défavorables à l'évolution de ce qui n'était qu'un rapprochement –bien que limité, il n'en était pas moins réel– entre le Parti Autonomiste et les masses cubaines vers une véritable union. D'une part, la classe ouvrière, exclue de la participation au système représentatif, chercha d'autres moyens d'action, notamment en s'engageant dans le mouvement pour l'indépendance. D'autre part, les autonomistes, ne pouvant bénéficier de leurs votes, n'avaient plus le besoin immédiat de se rapprocher des travailleurs. Par conséquent, la stratégie de rapprochement des secteurs réformistes de l'*Unión Constitucional*, dont une bonne partie des dirigeants autonomistes partageait les intérêts économiques, devint plus alléchante, tout particulièrement avec la conjoncture politique et économique du début des années 1890.

L'attitude du Parti Autonomiste envers les groupes subalternes de la société reposait sur la confiance dans le fait que ceux-ci n'aspirent qu'à se réaliser dans l'idéal de société bourgeoise caractéristique de la classe moyenne autonomiste. Dans cette perspective, les autonomistes leur offraient généreusement l'accès, notamment par le biais de la franc-maçonnerie et des associations culturelles qui gravitaient autour du parti, à la connaissance, à la culture, pour devenir de bons citoyens, capables, un jour ou l'autre, de participer activement à la vie politique de leur pays. Cependant, le schéma envisagé par les dirigeants autonomistes n'incluait pas la possibilité que ces groupes subalternes souhaitent créer une société différente dès à présent, plus démocratique, plus égalitaire. On retrouve dans cette confiance que l'on pourrait qualifier de naïve l'influence de la philosophie krausiste, dans laquelle avaient baigné la plupart des militants autonomistes pendant leur passage à l'université, notamment les juristes, dont la proportion au sein du comité central du parti varia de 56,5 % à 71,1 % entre 1878 et 1895 (Sappez, 2013 : 189-192 ; Sappez, 2015).

Pour les krausistes, les individus ne pouvaient être égaux que devant la loi ; à partir de là, chacun devait assumer une place différente dans la société pour que celle-ci soit harmonieuse. Cette harmonie n'était possible que si tous les membres de la société acceptaient le rôle qui leur était imparti et ne faisaient pas le choix de privilégier leurs intérêts personnels plutôt que le bien commun. Ainsi, selon eux, peu importait que seuls certains privilégiés participent à la vie politique, s'ils le faisaient pour le bien de l'ensemble de la collectivité. Cependant, cette philosophie conduisit les autonomistes à ignorer, voire refuser la particularité, la personnalité propre de certains groupes sociaux, de la même manière que les « patriotes » espagnols leurs refusaient le droit à une identité nationale différenciée. Pour convertir les groupes subalternes à l'autonomisme, les autonomistes en

venaient à priver ces secteurs de la société de leur autonomie et de leur identité. Cette maladresse fut à l'origine, d'après nous, de l'échec définitif de l'autonomisme face à l'indépendantisme.

## Bibliographie

- [ALMEIDA, Aurelio] (1881a). « La masonería ante la Constitución y el Código Penal ». *La Gran Logia*, 15/07/1881.
- (1881b). « La masonería ante la Constitución y el Código Penal », II. *La Gran Logia*, 01/08/1881.
- BARCIA, María del Carmen (2005). *Capas populares y modernidad en Cuba (1878-1930)*. La Havane : Fundación Fernando Ortiz.
- BIZCARRONDO, Marta et Antonio ELORZA (2001). *Cuba/España. El dilema autonomista, 1878-1898*. Madrid : Colibrí.
- CASANOVAS CODINA, Joan (2000). *¡O pan, o plomo! Los trabajadores urbanos y el colonialismo español en Cuba, 1850-1898*. Madrid : Siglo XXI.
- ESTRADE, Paul (1977). « Cuba à la veille de l'Indépendance : le Mouvement Économique (1890-1893) », I. « Faits et jalons pour son histoire ». *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 13 : 385-424.
- (1978). « Cuba à la veille de l'Indépendance : le Mouvement Économique (1890-1893) ». II. « Bilan et essai d'interprétation ». *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 14 : 353-380.
- GARCÍA MORA, Luis Miguel (1999). « Quiénes eran y a qué se dedicaban los autonomistas cubanos ». In María TERESA CORTÉS ZAVALA, Consuelo NARANJO et José Alfredo URIBE SALAS (coords.). *El Caribe y América Latina. El 98 en la coyuntura imperial*. México : I.I.H. Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo: t. II: 53-72.
- (2004). « Teoría y práctica del poder en el autonomismo cubano ». In Josef OPATRNY (ed.). *Cambios y revoluciones en el caribe hispano de los siglos XIX y XX*. Prague : Universidad Carolina / Karolinum : 179-194.
- [GOVÍN, Antonio] (1878a). « Los partidos políticos en Cuba », I. *El Triunfo*, 26/07/1878.
- (1878b). « Fuego en toda la línea ». *El Triunfo*, 30/07/1878.
- (1879). « Circular ». In [Junta central del Partido Liberal]. *Instrucción a los diputados del Partido Liberal, por acuerdo de la Junta directiva*. La Havane: El Triunfo: 9-12.
- HELG, Aline (2000). *Lo que nos corresponde. La lucha de los negros y mulatos por la igualdad en Cuba (1886-1912)*. La Havane : Imagen Contemporánea.
- MONTORO, Rafael (1902). *Principios de moral e instrucción cívica*. La Havane : La Moderna Poesía.
- PIQUERAS, José Antonio (2003). *Cuba, emporio y colonia: la disputa de un mercado interferido (1878-1895)*. Madrid: Fondo de Cultura Económica.
- (2005). *Sociedad civil y poder en Cuba. Colonia y poscolonia*. Madrid: Siglo XXI.
- (2012). « Fronteras y densidad de la sociedad civil en Cuba ». In Imilcy BALBOA (ed.). *La reinvencción colonial de Cuba*. Santa Cruz de Tenerife: Idea: 419-468.
- ROLDÁN DE MONTAUD, Inés (2001). *La Restauración en Cuba: el fracaso de un proceso reformista*. Madrid: CSIC.

- SAPPEZ, Delphine (2010). « Viajar o no viajar: los autonomistas cubanos y la resistencia a abandonar el país ». In Josef OPATRŇY (ed.). *El Caribe Hispano de los siglos XIX y XX. Viajeros y testimonios*. Prague : Universidad Carolina/Karolinum : 209-218.
- (2010b). « Antonio Govín, nexo entre masonería y autonomismo en Cuba ». In José Antonio FERRER BENIMELI (coord.). *La masonería española. Represión y exilios*. Zaragoza : Gobierno de Aragón : 559-572.
- (2013). *Ciudadanía y autonomismo en Cuba en el siglo XIX: el compromiso de Antonio Govín y Torres (1847-1914)*. Thèse doctorale inédite. Universitat Jaume I de Castellón.
- (2015). « El krausismo en la formación del movimiento reformista y liberal en Cuba (siglo XIX) ». *Revista de Indias*. Sous presse.
- SCOTT, Rebecca J. (2001). *La emancipación de los esclavos en Cuba: la transición al trabajo libre, 1860-1899*. La Havane : Caminos.
- TARAFÁ Y GOVÍN, Josefina, ed. (1955). *Discursos de D. Antonio Govín y Torres*. La Havane: Burgay y Cía.
- VARONA, Enrique José (1961). *Trabajos sobre Educación y Enseñanza*. La Havane : Comisión Nacional Cubana de la UNESCO.